



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

01-10-2021

RÉSOLUTION : CONDAMNATION DE LA RÉPRESSION ET DE LA FERMETURE POTENTIELLE DU PARTI DÉMOCRATIQUE DES PEUPLES (HDP) EN TURQUIE

Le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième parti au Parlement turc, qui a obtenu près de six millions de voix lors des dernières élections, a fait l'objet d'attaques et d'une répression sévères depuis qu'il a franchi le seuil électoral de 10 % en juin 2015, et a été particulièrement visé dans le cadre de la répression plus large de la liberté d'expression et de la démocratie qui a suivi la tentative ratée de coup d'État de 2016. Des milliers de membres du HDP sont actuellement en prison, notamment d'anciens députés et maires et les anciens coprésidents du parti, Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş. 108 membres dirigeants du parti risquent la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle dans l'"affaire Kobanê", pour avoir appelé la population à manifester en soutien à la ville de Kobanê lorsqu'elle était attaquée par ISIS en 2014. Et, sur la base de cette affaire, il existe une autre affaire visant à interdire le parti lui-même, ce qui en ferait le sixième parti pro-kurde à être fermé en Turquie. Tout cela a été rendu possible par un système judiciaire de plus en plus politisé. Le HDP incarne la tentative de trouver une solution politique au problème kurde et à d'autres questions liées aux droits et libertés fondamentaux, et son harcèlement et sa fermeture potentielle ne feraient qu'aggraver le conflit kurde et détruire la confiance des gens dans le système démocratique déjà émacié de la Turquie.

L'Alliance Progressiste appelle la Turquie à respecter la démocratie, la liberté d'expression et d'association, et l'état de droit, et à mettre fin à la répression de l'opposition politique. Nous notons, en particulier, le harcèlement continu du Parti Démocratique des Peuples (HDP), y compris l'emprisonnement de ses membres et sa menace de



fermeture, et appelons à un renversement immédiat de cette attaque contre la démocratie - une attaque qui éteint également la possibilité d'une voie parlementaire pour résoudre pacifiquement la question kurde et restaurer les droits et libertés en général.

Nous condamnons les détentions massives de membres du HDP, y compris les anciens coprésidents du parti - Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş - d'autres députés et maires ; et nous condamnons la tentative actuelle de faire interdire le HDP. Nous appelons à la libération des prisonniers politiques, à l'abandon des charges politiquement motivées contre les membres du parti, et au rejet de la proposition d'interdiction du HDP.

Nous demandons à la Turquie de respecter les choix démocratiques de l'électorat, et de s'abstenir de révoquer et de détenir les représentants élus et de remplacer les maires élus par des administrateurs nommés. Et nous demandons que les élus soient réintégrés.

Nous condamnons l'utilisation abusive croissante du système judiciaire turc pour restreindre les figures de l'opposition et les organisations critiques, et nous demandons un système judiciaire indépendant avec des pouvoirs totalement séparés.

Nous demandons à la Turquie de cesser de punir ceux qui critiquent le gouvernement et les autorités de l'État, et de permettre la liberté d'expression ; et nous demandons à la Turquie de cesser de restreindre et d'attaquer les protestations et les manifestations et de permettre la liberté de réunion.

Nous demandons à la Turquie de respecter son obligation de se conformer aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et de libérer immédiatement l'ancien co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, et le militant culturel et philanthrope, Osman Kavala, et nous notons que les critiques formulées par la Cour à l'égard de l'affaire Demirtaş, qu'elle considère comme politiquement motivée et non fondée, sont pertinentes pour tous les défenseurs du HDP qui risquent la prison à vie dans l'"affaire Kobanê" en cours, qui sont accusés des mêmes charges.



Nous demandons à la Turquie de mettre fin à ses attaques et pressions sur les partis d'opposition, qui ont particulièrement touché le HDP mais ont également restreint les actions des municipalités dirigées par le Parti républicain du peuple (CHP).

Nous condamnons le harcèlement intensif de la Turquie et la détention fréquente des détracteurs du gouvernement et des défenseurs des droits de l'homme. Nous demandons qu'il y soit mis fin et que les personnes détenues soient libérées avec abandon des charges.

A la lumière de tout ce qui précède :

Nous déclarons notre solidarité sans équivoque avec la lutte incessante du HDP en Turquie pour la paix, la démocratie et la justice.

Nous acceptons de suivre de près la répression judiciaire à motivation politique contre le HDP et contre la société démocratique en général en Turquie.

Nous invitons tous les membres de l'Alliance Progressiste à renforcer encore leur solidarité avec le HDP, alors qu'il fait face à des temps de plus en plus difficiles.

Nous convenons en outre de faire pression pour que tout accord sur l'amélioration des relations avec la Turquie soit subordonné à des améliorations en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit.